

## INTRODUCTION

Reconversions militantes et fabrique du pouvoir d'État en Amérique latine

Humberto Cucchetti, Jessica Stites Mor

Publications de la Sorbonne | « *Revue internationale des études du développement* »

2017/2 N° 230 | pages 11 à 28

ISSN 2554-3415

ISBN 9791035100148

Article disponible en ligne à l'adresse :

-----  
<http://www.cairn.info/revue-internationale-des-etudes-du-developpement-2017-2-page-11.htm>  
-----

Pour citer cet article :

-----  
Humberto Cucchetti, Jessica Stites Mor « Introduction. Reconversions militantes et fabrique du pouvoir d'État en Amérique latine », *Revue internationale des études du développement* 2017/2 (N° 230), p. 11-28.  
DOI 10.3917/ried.230.0011  
-----

Distribution électronique Cairn.info pour Publications de la Sorbonne.

© Publications de la Sorbonne. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

# Introduction

## Reconversions militantes et fabrique du pouvoir d'État en Amérique latine<sup>1</sup>

**Humberto Cucchetti**

**Jessica Stites Mor**

L'accord de paix signé entre le président colombien Juan Manuel Santos et l'organisation de guérilla Forces armées révolutionnaires de Colombie (Farc), en 2016, a marqué la fin de la guerre civile la plus longue d'Amérique latine. Après cinquante-deux ans de luttes qui ont laissé plus de 220 000 morts et déplacé huit millions de personnes<sup>2</sup>, la période de l'après-conflit qui s'annonçait a plongé dans la consternation non seulement une partie de la population colombienne, mais aussi des acteurs des organisations internationales et de diverses organisations non gouvernementales (ONG). Parmi les inquiétudes partagées par une grande partie des Colombiens, en particulier de celles et

- 1 Nous tenons à remercier Natacha Borgeaud-Garciandía pour son inestimable soutien depuis le comité de rédaction de la *Revue internationale des études du développement*. Nous remercions également Hélène Combes pour sa lecture et ses commentaires sur la première version de cette introduction. Nous sommes de même débiteurs des lecteurs et lectrices qui ont mis leurs compétences au service du processus ardu d'évaluation des articles du dossier. Nous les remercions du sérieux avec lequel elles et ils ont assumé cette tâche.
- 2 Associated Press, « Colombia's government formally ratifies FARC peace deal », *The Guardian*, 1<sup>er</sup> décembre 2016, <https://www.theguardian.com/world/2016/dec/01/colombias-government-formally-ratifies-revised-farc-peace-deal> (consulté en avril 2017).

ceux qui ont voté non au référendum de novembre 2016<sup>3</sup>, apparaît la crainte que les membres des Farc rendent leurs armes en échange de leur impunité. Pour une partie de l'opinion publique locale et étrangère, les anciens militants pourraient être invités à participer aux actions de la société civile sans être inquiétés ni jugés pour les crimes commis.

La lutte armée comme stratégie politique pose un problème critique pour celles et ceux qui, après avoir lutté contre l'État, ses institutions et une certaine conception de l'ordre public, tentent d'intégrer la vie politique démocratique. Cependant, lorsque différents gouvernements affrontent une opposition de type activiste et militante, ses membres peuvent se transformer en alliés du système politique, en particulier dans des contextes d'ouverture ou d'institutionnalisation démocratiques. L'action politique passée, parfois radicale, voire insurrectionnelle, ouvre la voie à la construction de carrières politiques au sein de différentes enclaves de l'État et des partis politiques. Les situations d'exil peuvent être, elles aussi, positivement perçues dans le cadre d'une certaine professionnalisation dans la haute fonction publique ou à divers niveaux de la vie politique. En Colombie, l'État se voit contraint (ou décide) de trouver des voies de réinsertion pour des acteurs issus du militantisme révolutionnaire. Ce genre de défi n'est pas exceptionnel dans les périodes qui suivent les conflits. Cependant, la fin de la guerre froide, associée à des scénarios régionaux particuliers, a façonné une nouvelle toile de fond pour de vastes processus de reconversion d'ex-militants en Amérique latine.

Depuis la fin des années 1950 jusqu'au milieu des années 1970, les mouvements militants se sont développés dans la région. Ils s'inscrivaient dans un vaste éventail de références idéologiques, de stratégies et d'agendas politiques. Certains se développaient au sein de milieux socio-géographiques ruraux, tandis que d'autres étaient essentiellement urbains. Le caractère propre de chacun de ces mouvements, de même que les caractéristiques des systèmes politiques au sein desquels ils s'inscrivaient, ont déterminé jusqu'à quel point pouvaient se développer des formes de reconversion à la suite des processus de politisation et de contestation. Certains mouvements étaient solidement implantés au sein des partis de masses, d'autres se

---

3 L'accord de paix a été rejeté par 50,23 % des voix.

sont rebellés contre les partis politiques en place. Dans certains cas, des réseaux transnationaux et/ou des communautés d'exilés se sont développés, contribuant à leur organisation depuis l'étranger<sup>4</sup>, comme le montrent ici les articles de William Herrera Ríos sur la révolution citoyenne en Équateur et celui d'Elisa Klüger sur la circulation d'intellectuels brésiliens au Chili. Les diverses ressources politiques que les militants ont pu activer au cours du processus de transformation des répertoires de contestation ont favorisé un type de lecture « post-engagement ». L'horizon d'historicité s'était certes radicalement modifié (démocratisation du jeu politique, remise en question du radicalisme révolutionnaire et de la violence politique comme méthodes de luttes politiquement légitimes), mais c'est principalement le nouveau scénario international qui impose – progressivement et en fonction des particularités historiques régionales<sup>5</sup> – de penser de quelle manière intégrer individuellement et collectivement un nouveau cadre de dispute pour le pouvoir d'État. Le présent dossier examine, à travers différents cas, la formation d'une nouvelle élite politique infiniment liée à une histoire riche en mobilisations et contestations radicales.

## 1. Éléments problématiques et spécificités latino-américaines

L'étude de ces phénomènes s'avère enrichissante d'un point de vue socio-historique, en particulier pour l'analyse du processus hétérogène de formation d'équipes dirigeantes d'origine militante. Ce thème a été indirectement abordé dans les travaux sur la composition des élites en Amérique latine (Alcántara Sáez et Freidenberg, 2001). D'autres études se sont concentrées sur la question des mouvements sociaux et la constitution d'identités politiques (Martuccelli et Svampa, 1997). L'objectif de ce dossier est à la croisée de ces deux grands terrains de la participation politique. Cela nous amène à considérer les reconfigurations, les mutations et les recompositions du militantisme au

4 Ces connexions transnationales sont de natures diverses et impliquent différents types de soutiens institutionnels, organisationnels, culturels et idéologiques (voir, sur ce point, Pommerolle et Siméant, 2008; Collovald *et al.*, 2002; Dezalay et Garth, 2002; Stites Mor, 2013; Brun, 2012; Dard, 2016; Geoffroy et Verlin, 2015).

5 Par exemple, les expériences militaires sanglantes des pays du cône sud dès les années 1970, les conflits extrêmement violents qui secouent l'Amérique centrale dans les années 1980, ou encore, au Mexique, la continuité à la fois démocratique et frauduleuse du Parti révolutionnaire institutionnel, qui affronte sans cesse une opposition à mi-chemin entre les méthodes partidaires et celle de l'action collective.

sein de sociétés, lesquelles sont passées de réformes néolibérales imposées au cours des dernières décennies au développement de scénarios politiques et étatiques, qui se définissent en rupture par rapport aux configurations politiques précédentes. Dans ce contexte, l'idée de reconversion s'avère centrale pour aborder les parcours de militants ayant émergé sur la base d'un engagement politique radical (Cucchetti, 2013; Stites Mor, 2014a) ainsi que pour analyser l'arrivée de nouvelles générations de militants, lesquelles ont peu à peu intégré la vie partisane. Nous employons ainsi l'idée de reconversion (Gaubert *et al.*, 2005; Cucchetti, 2014) pour rendre compte, en particulier, du passage de filières de recrutement et de formation militante à la politique formelle et à la politique d'État.

Nous devons, au préalable, considérer une étape d'initiation et d'expériences politiques qui peuvent, en fonction de l'intégration des acteurs dans les sphères institutionnelles, publiques et celles de l'État, traverser un processus d'adaptation et de réapprentissage propre à toute reconversion professionnelle. Le schéma n'est aucunement linéaire; l'idée même de reconversion peut ainsi marquer différentes étapes de la vie, mais elle implique l'existence d'espaces et de réseaux de passage entre le militantisme et différentes enclaves politico-gouvernementales, une réadaptation des savoirs activistes, la formation de nouvelles compétences et l'acquisition de nouveaux répertoires dans différentes sphères d'interaction au sein de la politique institutionnelle et d'État. L'analyse empirique de ces reconversions permet de mettre au jour des changements profonds concernant la place de l'activisme politique dans les sociétés latino-américaines ainsi que les nuances et les continuités qui caractérisent l'incorporation dans la fonction publique – voire la haute fonction publique – d'acteurs issus de mouvements sociaux et d'organisations militantes. Ce processus traverse différents temps forts de l'histoire continentale de ces dernières décennies et se manifeste aussi dans la recomposition des gauches latino-américaines et dans le développement plus récent de mouvements sociaux (Bataillon et Prévôt-Schapiro, 2009; Goirand, 2005; Alcántara Sáez, 2008; Stoessel, 2014; Estrada Saavedra, 2011; Svampa, 2009; Wickham-Crowley et Eckstein, 2010).

Retracer les trajectoires des acteurs individuels et collectifs impliqués dans ces mouvements permet de rendre compte de l'insertion politique de nouvelles générations d'activistes et de cadres politiques, tout en faisant la

lumière sur les nouveaux modes et espaces de protestation et de mobilisation au sein des partis politiques et de l'État (Labrousse, 2009). Ce numéro thématique se penche sur l'étude des trajectoires et des carrières militantes (Agrikoliansky, 2001; Fillieule, 2001). La perspective privilégiée rompt avec toute idée évolutionniste (par exemple sur la « fin du militantisme ») et les réductionnismes, qui voient dans le militantisme un phénomène relevant d'orientations purement idéologiques. Certains aspects dynamiques de la vie politique latino-américaine, se caractérisant par la déssectorisation et les mobilisations multisectorielles, remettent également en cause la différenciation des espaces politiques (Dobry, 2009; Lagroye, 2003) et introduisent une analyse plus profonde des rapports entre l'activisme et la construction d'élites politiques. Finalement, la perspective défendue ouvre des questions telles que la formation organisationnelle et professionnelle qu'impliquent le passage vers l'engagement politique, l'intersectionnalité entre les espaces et les identités partidaires et non-partidaires, ou encore les pratiques formelles et informelles de *leadership*.

## 2. Des délimitations conceptuelles aux enjeux empiriques

Une dynamique centrale profondément enracinée dans la politique latino-américaine implique nécessairement l'imbrication entre, d'un côté, pratiques protestataires de l'action collective, mouvements sociaux, usages de la rue et formes variées d'activisme politique, et, de l'autre, espaces formels, partidaires et institutionnels de la politique (Combes, 2015). Ces rapports entre mobilisation de rue et politique formelle s'avèrent particulièrement marquants dès que l'on analyse le passage d'acteurs, de savoir et d'organisations du militantisme vers la fonction publique. Les articles de ce dossier, bien que loin de couvrir la riche complexité de la vie politique en Amérique latine, reflètent une diversité de manifestations empiriques qui remettent en question certains présupposés théoriques profondément ancrés. Ainsi, nous pouvons nous demander dans quelle mesure les cas analysés, tout comme d'autres qui auraient pu également être traités ici, méritent d'intégrer une étude sur les élites politiques. Précisons ici que le présent dossier se situe davantage dans une perspective ouverte aux phénomènes d'articulations ou à des acteurs et des espaces qui se construisent diachroniquement dans les interstices de l'action politique, que dans les frontières d'un champ

de recherche clairement délimité. Sans tomber dans une lecture trop généralisatrice, et malgré de profondes variations d'intensité et de modalités, les relations et connexions entre militantisme et politique institutionnelle sont incontestables en Amérique latine. On peut alors se demander s'il est pertinent de mobiliser la catégorie d'« élites » pour analyser les sphères politiques latino-américaines. Les contributions présentées nous renvoient à des acteurs de la haute fonction publique, tout autant qu'à des militants associatifs qui assument des responsabilités locales ou territoriales, à des modalités d'intégration politique au sein du monde syndical ou des ONG. Est-il possible de parler d'un objet cohérent, conforme à l'idée d'« élite », en termes politiques ?

La diversité d'objets et de phénomènes analysés dans ce dossier thématique remet en question, du moins sur la scène latino-américaine, une vision pleinement élitiste de l'idée d'élites politiques, lesquelles seraient exclusivement constituées d'acteurs issus d'un groupe social privilégié dominant. Nombre de cas abordés, à l'instar de l'entretien de la rubrique « Document », témoignent de l'intégration élitiste partielle, intermittente et parfois même précaire. Malgré cela, les acteurs s'insèrent, à un moment de leur trajectoire, dans les espaces de la politique d'État. Ce phénomène s'explique en grande partie par l'origine militante de l'initiation politique. L'entretien reproduit dans ce numéro de la *Revue* constitue un bon exemple de cette dynamique en Argentine : militant péroniste et avocat dans les années 1960, Rodolfo Díaz est dirigeant de parti et conseiller syndical dans les années 1970 et 1980. *Technopol*<sup>6</sup>, sensibilisé aux idées tiers-mondistes et développementistes des années 1960, Díaz devient haut fonctionnaire de l'État en 1989 au sein du ministère du Travail. En 1999, il abandonne la haute fonction publique pour un important poste juridique technique. Le caractère limité de cette intégration comme figure politique et technocratique ne signifie nullement que le passage par l'État argentin ait été biographiquement et politiquement insignifiant. Cette caractéristique traverse, avec des nuances et des intensités variées, l'ensemble des contributions présentées : les intellectuels brésiliens exilés au Chili entre 1964 et 1973 (Elisa Klüger), les

6 Cette idée renvoie, de manière large, à l'existence de professionnels qui ont la capacité de développer une carrière au sein de la haute fonction publique en leur qualité d'experts. Dans un sens plus restreint, ce terme est associé au néolibéralisme strict inspiré de l'École de Chicago. Voir, entre autres, Domínguez (1997).

militants sandinistes reconvertis de manière à la fois heurtée et intermittente à la politique professionnelle (Kristina Pirker), les révolutionnaires salvadoriens qui trouvent au sein du militantisme humanitaire et du management des ONG un terrain d'action politique (Benjamin Moallic), les juristes argentins qui transfèrent à l'État un savoir expert en matière de sécurité et de prévention du délit (Candice Martinez), les dirigeants agricoles en lien avec le Parti des travailleurs (Camila Penna)<sup>7</sup>, et les militants équatoriens professionnalisés autour de la cause des migrants (William Herrera Ríos). Dans tous ces cas, la réalisation de ce que l'on entend par carrière politique se manifeste de manière partielle, fragmentée, et connaît de fortes oscillations. Les objets abordés n'épuisant pas l'horizon de possibilités de constitution des élites latino-américaines, ils n'en sont pas moins significatifs: le militantisme constitue (parallèlement ou alternativement à d'autres voies d'intégration à l'État) une voie à la fois légitime et fréquente d'accès à la fonction publique, laquelle apparaît comme un lieu d'articulation des élites ou des espaces de l'élite politique dont les membres ne se reproduisent pas de manière stable.

Cette conception élastique de ce qui représente, en définitive, des espaces de domination qui se structurent depuis les pouvoirs d'État, s'adapte bien mieux aux caractéristiques plurielles de la vie politique latino-américaine. Au sein de ces espaces de pouvoir se superposent différents facteurs de domination (politiques, corporatifs, économiques, familiaux, professionnels), sans toutefois que ces facteurs expliquent à eux seuls la constitution du pouvoir d'État. Dans ce sens, tout en évitant d'enfermer le débat dans des considérations théoriques, la précision formulée par Yves Dezalay et Bryant Garth nous paraît pertinente :

Nous utilisons ici le terme « élite du pouvoir » pour désigner ceux qui agissent à l'intérieur et à la périphérie du champ du pouvoir d'État. Nous ne voulons pas par-là signifier que l'étiquette d'« élite » s'applique à un groupe prédéfini, ce qui éliminerait ainsi de notre étude les mouvements « issus de la base » (*grassroots*). Nous analysons le champ du pouvoir d'État pour voir comment les élites sont produites: que ce soit à partir des institutions d'État ou de mouvements sociaux; qu'elles s'appuient sur un capital familial hérité ou sur des compétences scolaires acquises dans des institutions plus ou moins mérito-cratiques. Nous nous interrogeons aussi sur la manière dont elles légitiment leurs privilèges, notamment en façonnant les institutions et les expertises de

7 Sur ce sujet, voir également Rocha (2007).



gouvernement. À cet égard, les pays que nous étudions se caractérisent par le degré d'ouverture de la compétition pour la conquête des positions plus élevées dans le champ du pouvoir d'État. Les élites les plus homogènes sont aussi les plus fermées (Dezalay et Garth, 2002).

Les auteurs captent ainsi des dynamiques qui se manifestent dans la région que nous explorons. Il serait précipité d'affirmer qu'une telle ouverture – et, par conséquent, le principe d'instabilité qui en découle – n'est propre qu'aux sociétés politiques d'Amérique latine. Il est en revanche patent que, sur ce continent, un tel processus de constitution des élites du pouvoir se présente avec une intensité particulière, parfois même dans des contextes biographiques marqués par une grande incertitude.

Les cas des intellectuels brésiliens au Chili et des professionnels de la représentation des émigrés équatoriens sont tout à fait différents, mais traversés par un phénomène transnational commun : la construction de voies d'accès à la politique professionnelle en situation d'exil. L'analyse d'Elisa Klüger, « Circulations périphériques : les effets sur l'espace politique brésilien de l'exil des intellectuels de gauche au Chili entre 1964 et 1973 », se centre sur deux moments de la constitution d'élites démocratiques brésiliennes. La première fait référence à l'expérience de l'exil au Chili, où des intellectuels pourvus d'un parcours activiste (dans certains cas déjà insérés dans la politique formelle brésilienne) intègrent différents espaces militants et universitaires de la politique chilienne. La seconde fait suite au coup d'État de 1973, qui renverse le président Salvador Allende. Ces intellectuels rentrent au Brésil où ils occupent des rôles dominants, aussi bien dans la sphère politique qu'académique. Les reconversions militantes constituent un processus complexe qui inclut des expériences migratoires liées à l'exil, pouvant elles-mêmes renforcer l'appartenance socio-professionnelle des acteurs et contribuer à leur formation technique et professionnelle.

Les reconversions de cadres révolutionnaires occupent une place significative dans ce dossier. Les deux articles concernant l'Amérique centrale sont illustratifs de ces processus, alors même que les approches scientifiques défendues par leurs auteurs respectifs divergent. L'article de Benjamin Moallic, « Sur "l'ONGisation des mouvements sociaux" : dépolitisation de l'engagement ou évitement du social? Le cas du Salvador », se penche

sur les continuités qui marquent la reconversion de dirigeants du Front Farabundo Martí de Libération nationale, au Salvador. Après avoir travaillé à l'organisation de camps de réfugiés à la suite des guerres intestines qui ont ravagé le sous-continent, de nombreux ex-guérilleros ont trouvé à se réinsérer, dans les années 1990, dans la trame constituée par les associations de défense des droits de l'homme, où ils ont acquis un savoir-faire humanitaire en résonance avec les dispositifs transnationaux d'aide à la région. L'auteur analyse de quelle manière les anciennes relations de domination, exercées auparavant sur les secteurs populaires par les préceptes organisationnels de la lutte marxiste-léniniste, s'exercent désormais – dans un nouveau contexte politique et à partir de nouveaux cadres d'action –, par l'intermédiaire de leur intervention au sein des ONG, lesquelles commencent à infléchir la logique de fonctionnement des mouvements sociaux. L'analyse proposée par Kristina Pirker, dans son article « Militancia sandinista y movilización social en Nicaragua: la profesionalización del compromiso », se centre sur les trajectoires sandinistes au Nicaragua. L'incorporation de militants d'origine populaire dans le mouvement sandiniste témoigne de sa capacité de reproduction. En même temps, la destruction de son appareil bureaucratique, associée à l'évolution historique postrévolutionnaire de la politique nicaraguayenne, explique dans une large mesure que la professionnalisation politique de ses membres a, selon l'auteure, été précaire et accidentée. En termes de fonctionnement collectif, l'organisation est passée d'un modèle marxiste-léniniste à celui d'un parti-mouvement, ce qui a permis le développement d'un « militantisme double », à la fois partisan et protestataire.

Cette question du « double militantisme » apparaît – avec des intensités, des nuances, de même que des tensions variables – dans différents systèmes politiques. Elle est également présente au sein de discours normatifs, véhiculés par des acteurs politiques ou académiques rivaux, portant sur les projets de « cooptation » des mobilisations contestataires par l'État. Sans entrer dans ce débat, et sans oublier que ces discours font partie de l'univers axiologique et d'opinions qui entoure le militant appartenant à la fonction publique (au point d'en arriver à se reconverter en professionnel de la politique), cette relation entre État et mouvement sociaux s'impose dans l'analyse du Parti des travailleurs, au Brésil. Depuis 2003, les questions de la réforme agraire et de sa mise en place, développées par le plus important organisme public intermédiaire des mouvements ruraux, jouent un rôle crucial. Le texte de

Camila Penna, « Activism Inside and Outside the State: Agrarian Reform Activists and Bureaucrats in the State of Pará, Brazil », montre de quelle manière, au-delà de la forte intégration des militants dans les espaces de l'État dédiés à la réforme agraire, les actions de ces derniers rencontrent, malgré leur place d'intermédiaire entre l'État et la population paysanne, de puissants obstacles. Concernant la cause des émigrés équatoriens, la « révolution citoyenne » de Rafael Correa amorçe la construction, nullement évidente, de cette cause au sein d'un récit plus vaste de type anti-néolibéral. Il ne s'agit cependant pas uniquement d'une question rhétorique. La contribution de William Herrera Ríos, « Intégrer la révolution citoyenne : passerelles et reconversions des militants de la cause des émigrés en Équateur », témoigne des interactions concrètes entre le gouvernement de Correa et le militantisme associatif des émigrés, ce qui amène à prendre en compte les voies de passage que peuvent emprunter les représentants des émigrés vers les espaces de la politique d'État.

Les reconversions militantes touchent également des acteurs issus de l'activisme juridique humanitaire (Lefranc, 2009). Candice Martinez, dans sa contribution intitulée « Reconversion d'un savoir militant en expertise étatique : l'exemple des réformes autour de la sécurité en Argentine », analyse la manière dont un ensemble de savoirs et de trajectoires militantes et universitaires en matière de droits humains finissent par se cristalliser autour des questions de sécurité, jusqu'au plus haut sommet de l'État argentin. Il est vrai que le passage de ces acteurs à l'administration publique et la configuration des politiques prônant des modalités de « garantisme pénal » et de démocratisation de la police, ne se font pas sans opposition, que ce soit dans les années 1990 ou au début des années 2000. Pourtant, au sein des nébuleuses hétérogènes des associations de défense des droits de l'homme, la question de l'État est bien présente : ses protagonistes représentent un exemple clair de l'articulation entre militantisme associatif, fonction publique et institutionnalisation de connaissances juridiques en matière de droits. Ce dernier exemple nous invite à faire mention de certains éléments transversaux aux phénomènes de reconversion. Les cas abordés, comme cela a tendance à s'imposer dans de nombreux dossiers touchant au militantisme, portent sur des acteurs appartenant à des organisations de gauche. Les textes retenus pour le présent dossier ne portent guère, eux non plus, sur des trajectoires explicitement nationalistes ou de droite, voire d'« objets

hybrides », typiques par exemple du mouvement péroniste<sup>8</sup> (Cucchetti, 2013; Stites Mor, 2014b). Cela ne signifie nullement que les mobilisations de droite aient été inexistantes ou que leurs acteurs n'aient pas intégré le pouvoir d'État. Cependant, les cas ici analysés, présentant des particularités historiques et des caractéristiques sociologiques, organisationnelles et idéologiques hétérogènes, embrassent un large spectre d'affirmations politiques inscrites à gauche. Ce spectre comprend des acteurs et des organisations attachés au développementisme (une partie des intellectuels brésiliens, ou le cas de Rodolfo Díaz dont nous présentons l'entretien), à la « nouvelle gauche » (par exemple les militants pour la cause des émigrés équatoriens), au progressisme pénal (les juristes argentins), à la défense de la cause paysanne (au Brésil), à la « cause humanitaire » (au Salvador), ou encore au Sandinisme (les reconversions « intermittentes » des militants nicaraguayens). D'autres exemples pourraient être également cités : le néo-indigénisme en Bolivie, les cadres politiques chiliens, les dirigeants ex-tupamaros uruguayens, la révolution bolivarienne, la réapparition récente d'un militantisme jeune en Argentine et de ses voies de passage vers l'État, etc. Ce large éventail de phénomènes montre que, tout le long d'un continent marqué par les dictatures et les expériences néolibérales, une part significative des dirigeants d'État sont issus de mouvements sociaux, d'organisations activistes ou de bases militantes d'organisations partisans de masse.

Le militantisme ne représente pas uniquement un vecteur de construction du pouvoir contestataire, insurrectionnel, de rue ou intellectuel. Le militantisme a également comme objectif la question du pouvoir d'État et de ses relais institutionnels. L'engagement militant n'est pas un phénomène isolé ; d'autres facteurs de politisation interviennent. Si la question des bases sociales du recrutement et de l'implantation politique est bien présente, pour nombre de militants d'origine populaire, la reconversion est aussi une affaire de diplôme. Cela se manifeste clairement – du moins dans le présent dossier – chez les dirigeants internationalistes marxistes-léninistes devenus professionnels-humanitaires, chez les technocrates d'une grande partie du continent qui construisent une carrière liée au pouvoir d'État depuis les années 1970, ou encore chez les avocats, militants-juristes en matière de droits de l'homme, qui transfèrent des connaissances juridiques à l'administration publique.

8 Cas qui intégrerait, d'après le récent ouvrage de Rouquié (2016), l'éventail des « démocraties hégémoniques ».

### 3. Reconversions ou multi-positionnalité ?

Une dernière réflexion porte sur l'idée de reconversion dans un espace géographique et politique au sein duquel la stabilité bureaucratique et le fonctionnement des institutions d'État ne sont en rien évidents. Certaines des analyses de ce dossier décrivent la structuration de la participation politique simultanément double ou plurielle. La perméabilité entre « politique informelle » et fonctionnement bureaucratique autorise-t-elle à analyser les trajectoires en termes de reconversion ? Les réponses à cette question dépendent des sociétés politiques étudiées et du degré d'institutionnalisation professionnelle à laquelle elle parvient à un moment donné.

Dans certains cas, la légitimité dont bénéficie la figure du professionnel-technocrate entrave le passage de militants sociaux à la politique d'État (comme cela apparaît clairement dans la contribution portant sur la réforme agraire au Brésil). D'autres exemples, tel que le Parti de la révolution démocratique (PRD), au Mexique, témoignent de la porosité entre mobilisation sociale et parti politique :

Les interdépendances entre le parti et les organisations contestataires reposent sur les dirigeants multi-positionnés et, dans une moindre mesure, sur des reconversions militantes. Dès à présent, il convient de donner une première définition de ces deux termes. Par dirigeants multi-positionnés, nous entendons des acteurs qui occupent des positions de direction au sein d'une et parfois de plusieurs organisations contestataires (mouvements sociaux, organisations sociales, etc.) et mènent parallèlement une carrière politique au sein du PRD. Par reconversion militante, il est fait référence au fait que d'anciens dirigeants d'organisations contestataires, au moment de la fondation du PRD ou au cours de son existence, abandonnent leur militantisme associatif pour se consacrer à leur engagement au sein du parti. Ces deux phénomènes seront rassemblés sous le terme de *multi-engagement* (Combes, 2011).

Le cas du PRD se construit à partir des demandes, exprimées de longue date, de pluralisme politique et de transparence institutionnelle, dans un contexte historique d'hégémonie quasi ininterrompue du Parti révolutionnaire institutionnel (PRI), grâce à divers mécanismes de fraude. C'est justement le blocage qu'induisent ces derniers, qui exige la reproduction du PRD sur la base du multi-positionnement de ses militants-dirigeants. Quand l'accès à la fonction publique n'est pas politiquement bloqué, les phénomènes de

reconversion se présentent plus clairement, même s'ils sont éphémères ou ne se traduisent pas par le développement d'une longue carrière politique, non pas parce que le militantisme – ou toute autre fabrique du pouvoir de l'État en Amérique latine – serait inapte à former des dirigeants faisant de longues carrières (les exemples qui vont dans ce sens abondent), mais parce que l'intégration dans les espaces de l'État peut être plus accidentée et limitée. Contrairement aux systèmes politiques plus stables, le passage à la politique professionnelle peut aussi bien amener aux plus hauts sommets de l'État qu'être très circonscrit, et les reconversions au sein de la fonction publique se heurtent aux bouleversements qui accompagnent les changements dans les équipes gouvernantes. La fabrique des élites politiques oligarchiques représente, quant à elle, un phénomène plus complexe, qui existe, certes, mais emprunte d'autres voies que les procédures institutionnelles solides<sup>9</sup>.

Les éléments présentés dans ce dossier montrent surtout que, aussi bien dans les situations qui témoignent d'une différenciation entre espaces politiques professionnels et informels, que dans les formes de militantismes doubles ou plurielles, les organisations militantes fonctionnent, du moins depuis les années 1960, comme de véritables filières de recrutement de cadres politiques. L'idée de reconversion s'avère utile pour rendre compte de ce processus au niveau individuel et pour saisir ces itinéraires d'acteurs engagés, empruntant les réseaux les conduisant ultérieurement vers des fonctions au sein de l'État ou de différents espaces politiques représentatifs, exécutifs ou techniques. Utile, également, pour l'analyse de phénomènes collectifs, comme les cas d'adaptations organisationnelle et partisane qui permettent aux mouvements contestataires de survivre dans des contextes de transformations sociales, économiques et globales. Enfin, dernier élément et non des moindres, elle permet d'étudier des savoirs qui se cristallisent au niveau de l'État : des idées et des principes forgés au sein du militantisme, des savoirs techniques issus d'organisations militantes, etc.

Ainsi, le passage à la politique professionnelle peut impliquer une continuité entre savoirs, valeurs et apprentissages, hérités de l'expérience militante, souvent lors des études universitaires (McAdam, 1986). L'idée de reconversion, qui suppose l'existence de réseaux de relations et la construction

---

9 L'un d'eux est représenté en France par le « cumul des mandats » (Lefebvre, 2011).

d'une vocation orientée vers l'ordre politique, entraîne l'adoption de valeurs et de nouveaux savoirs portant sur la figure du représentant et/ou du fonctionnaire politique professionnel. Ni simples soutiens d'une « action politique désintéressée » (dans le passé) ni synonymes d'opportunisme politique (de nos jours), ces ressources politiques – telles que l'initiation militante, la construction de réseaux d'action, la formation universitaire ou la construction d'alliances dans les sphères du pouvoir – permettent de mieux saisir production et reproduction des élites politiques dans différents États latino-américains.

## AUTEURS

### Humberto Cucchetti

Chercheur au CONICET (Consejo Nacional de Investigaciones Científicas y Técnicas) Argentine, Humberto Cucchetti finit son habilitation à diriger des recherches (HDR) à l'université de Paris-IV Sorbonne. Il travaille sur les relations entre biographie et trajectoire militante à partir d'une approche transnationale et est l'auteur de plusieurs ouvrages et publications scientifiques dans des revues à comité de lecture.

#### A récemment publié :

Cucchetti H., « Détruire la République: la part de la violence dans l'Action française d'après-guerre », in Bugnon F., Lacroix I. (dir.), *Les territoires de la violence politiques en France (1962-2012)*, Paris, Riveneuve (à paraître).

Cucchetti H., 2016, « Compromiso militante y alta función pública entre peronismo y socialismo español. Entrevista a Armando Caro Figueroa », *Canadian Journal of Latin American and Caribbean Studies*, vol. 41, n° 3, p. 437-454.

Cucchetti H., 2016, « La part du transnational dans l'Action française post-'68' », in Dard O. (dir.), *Organisations, mouvements et partis des droites radicales au xx<sup>e</sup> siècle (Europe-Amériques)*, Berne, Peter Lang, p. 15-36.

Cucchetti H., 2013, *Servir Perón. Trajectoires de la Garde de Fer*, Rennes, PUR.

### Jessica Stites Mor

Jessica Stites Mor enseigne actuellement à l'université de la Colombie-Britannique et est rédactrice en chef du *Canadian Journal of Latin American and Caribbean Studies*. Elle est l'auteure de *Transition Cinema: Political Filmmaking and the Argentine Left since 1968* (University of Pittsburgh

Press, 2012), co-éditrice de *El Pasado que miramos*, avec Claudia Feld, et coordinatrice de *Human Rights and Transnational Solidarity in Cold War Latin America* (University of Wisconsin Press, 2013).

**A récemment publié :**

Stites Mor J., 2014, « Between Resistance and Repression: New Writing on Argentine Political Radicalism, 1955-1976 », *Estudios Interdisciplinarios de América Latina y el Caribe*, vol. 25, n° 1, p. 85-102, <http://eial.tau.ac.il/index.php/eial/article/viewFile/889/845> (consulté en avril 2017).

Sheinin D., Nallín J., Stites Mor J., 2014, « The New Political Historiographies of Argentina », *Estudios Interdisciplinarios de América Latina y el Caribe*, vol. 24, n° 1, p. 9-15.

Stites Mor J., 2014, « The Question of Palestine in the Argentine Political Imaginary: Anti-Imperialist Thought from Cold War to Neoliberal Order », *Journal of Iberian and Latin American Research*, vol. 20, n° 2, p. 183-197, <http://www.tandfonline.com/doi/full/10.1080/13260219.2014.939125?src=r ecsys> (consulté en avril 2017).

Hatzky C., Stites Mor J., 2014, « Solidarity in Latin America: Contexts and Research Paradigms », *Journal of Iberian and Latin American Research*, vol. 20, n° 2, p. 127-140.

Stites Mor J. (dir.), 2013, *Human Rights and Transnational Solidarity in Cold War Latin America*, Madison, University of Wisconsin Press.



## BIBLIOGRAPHIE

- Agrikoliansky E., 2001, « Carrières militantes et vocation à la morale : les militants de la LDH dans les années 1980 », *Revue française de science politique*, vol. 51, n° 1, p. 27-46, <https://www.cairn.info/revue-francaise-de-science-politique-2001-1-page-27.htm> (consulté en avril 2017).
- Alcántara Sáez M., 2008, « La escalada de la izquierda. La ubicación ideológica de presidentes y partidos de izquierda en América latina », *Nueva Sociedad*, n° 217, p. 72-85, [https://gredos.usal.es/jspui/bitstream/10366/18515/1/DDPG\\_Escaladaizquierda.pdf](https://gredos.usal.es/jspui/bitstream/10366/18515/1/DDPG_Escaladaizquierda.pdf) (consulté en avril 2017).
- Alcántara Sáez M., Freidenberg F. (dir.), 2001, *Partidos políticos de América latina: Cono sur*, Salamanca, Université de Salamanca.
- Bataillon G., Prévôt-Schapira M.-F., 2009, « Les gauches latino-américaines », *Problèmes d'Amérique latine*, n° 71, p. 6-10, <https://www.cairn.info/revue-problemes-d-amerique-latine-2009-1-page-6.htm> (consulté en avril 2017).
- Brun E., 2012, « Les gauches latino-américaines et les relations Sud-Sud », in Dabène O., *La gauche en Amérique latine, 1998-2012*, Paris, Presses de Sciences Po, p. 425-452.
- Collovald A., Lechien M.-H., Rozier S. et al. (dir.), 2002, *L'humanitaire ou le management des dévouements. Enquête sur un militantisme de « solidarité internationale » en faveur du Tiers-Monde*, Rennes, PUR.
- Combes H., 2015, « Political Parties and Legislators: A Latin American Perspective », in Duyvendak J.-W., Jasper J., *Breaking Down the State: Protestors Engaged*, Amsterdam, Amsterdam University Press, p. 53-74.
- Combes H., 2011, *Faire parti. Trajectoires de gauche au Mexique*, Paris, Karthala, p. 14.
- Cucchetti H., 2014, « Les "causes nationalistes". Retour sur l'adhésion militante à partir de récits biographiques », *Critique internationale. Revue comparative de sciences sociales*, n° 65, p. 149-169.
- Cucchetti H., 2013, *Servir Perón. Trajectoires de la Garde de Fer*, Rennes, PUR.
- Dard O., 2016, « Introduction », in Dard O. (dir.), *Organisations, mouvements et partis des droites radicales au xx<sup>e</sup> siècle (Europe-Amériques)*, Berne, Peter Lang, p. 3-11.
- Dezalay Y., Garth B., 2002, *La mondialisation des guerres de palais. La restructuration du pouvoir d'État en Amérique latine, entre notables du droit et « Chicago Boys »*, Paris, Le Seuil, p. 390.
- Dobry M., 2009 [1986], *Sociologie des crises politiques*, Paris, Presses de Sciences Po.
- Domínguez J., 1997, « Technopols. Ideas and Leaders in Freeing Politics and Markets in Latin American in the 1990s », in Domínguez J. (dir.), *Technopols. Freeing Politics and Markets in Latin American in the 1990s*, Pennsylvania, Pennsylvania State University Press, p. 1-48, [http://www.people.fas.harvard.edu/~jidoming/images/jid\\_technopols.PDF](http://www.people.fas.harvard.edu/~jidoming/images/jid_technopols.PDF) (consulté en avril 2017).

- Estrada Saavedra M.-A., 2011, « Les mouvements sociaux en Amérique latine : par-delà l'opposition de l'acteur et du système », *Problèmes d'Amérique latine*, n° 81, p. 5-10, <https://www.cairn.info/revue-problemes-d-amerique-latine-2011-3-page-5.htm> (consulté en avril 2017).
- Fillieule O., 2001, « Propositions pour une analyse processuelle de l'engagement individuel », *Revue française de science politique*, vol. 51, n° 1, p. 199-215, <https://www.cairn.info/revue-francaise-de-science-politique-2001-1-page-199.htm> (consulté en avril 2017).
- Gaubert C., Lechien M.-H., Tissot S., 2005, *Reconversions militantes*, Limoges, Presses universitaires de Limoges.
- Geoffray M.-L., Verlin J., 2015, « Circulations révolutionnaires, légitimations croisées : Cuba-Nicaragua-Venezuela », *Critique internationale*, vol. 3, n° 68, p. 125-144.
- Goirand C., 2005, « Les gauches en Amérique latine : avant-propos », *Revue internationale de politique comparée*, vol. 12, n° 3, p. 267-282, <https://www.cairn.info/revue-internationale-de-politique-comparee-2005-3-page-267.htm> (consulté en avril 2017).
- Labrousse A., 2009, « Les Tupamaros : de la lutte armée à la voie électorale (1964-2009) », *Problèmes d'Amérique latine*, vol. 74, n° 4, p. 17-36.
- Lagroye J. (dir.), 2003, *La politisation*, Paris, Belin.
- Lefebvre R., 2011, « Démocratie locale », in Pasquier R., Guigner S., Cole A. (dir.), *Dictionnaire des politiques territoriales*, Paris, Presses de Sciences Po, p. 152-157.
- Lefranc S., 2009, « La professionnalisation d'un militantisme réformateur du droit : l'invention de la justice transitionnelle », *Droit et Société*, vol. 73, n° 3, p. 561-589, <https://www.cairn.info/revue-droit-et-societe-2009-3-page-561.htm> (consulté en avril 2017).
- McAdam D., 1986, « Recruitment to High-Risk Activism: The Case of Freedom Summer », *American Journal of Sociology*, vol. 92, n° 1, p. 64-90, <http://www.sscnet.ucla.edu/polisci/faculty/chwe/ps269/mcadam.pdf> (consulté en avril 2017).
- Martuccelli D., Svampa M., 1997, *La plaza vacía. Las transformaciones del peronismo*, Buenos Aires, Losada.
- Pommerolle M.-E., Siméant J., 2008, « Voix africaines au Forum social mondial de Nairobi. Les chemins transnationaux des militantismes africains », *Cultures & Conflits*, n° 70, p. 129-149, <https://conflits.revues.org/13423> (consulté en avril 2017).
- Rocha D., 2007, *Le Parti des travailleurs à l'épreuve du pouvoir. Le PT dans le District fédéral au Brésil (1980- 2000)*, thèse de doctorat, Paris, EHESS.
- Rouquié A., 2016, *Le siècle de Perón. Essai sur les démocraties hégémoniques*, Paris, Le Seuil.
- Stites Mor J., 2014a, « Between Resistance and Repression: New Writing on Argentine Political Radicalism, 1955-1976 », *EIAL*, vol. 25, n° 1, p. 85-102.
- Stites Mor J., 2014b, « The Question of Palestine in the Argentine Political Imaginary: Anti-Imperialist Thought from Cold War to Neoliberal Order », *Journal of Iberian and Latin American Research*, vol. 20, n° 2, p. 183-197.

Stites Mor J. (dir.), 2013, *Human Rights and Transnational Solidarity in Cold War Latin America*, Madison, University of Wisconsin Press.

Stoessel S., 2014, « Giro a la izquierda en la América latina del siglo XXI. Revisitando los debates académicos », *Polis*, n° 39, <http://polis.revues.org/10453> (consulté en avril 2017).

Svampa M., 2009, « Mouvements sociaux, matrices sociopolitiques et nouveaux contextes en Amérique latine », *Problèmes d'Amérique latine*, n° 74, p. 113-136.

Wickham-Crowley T., Eckstein S., 2010, « Économie et sociologie politiques du militantisme et des répertoires des mouvements sociaux récents en Amérique latine », *Revue internationale de politique comparée*, vol. 17, n° 2, p. 29-52, <https://www.cairn.info/revue-internationale-de-politique-comparee-2010-2-page-29.htm> (consulté en avril 2017).